

PRÉSENTS :

M^e Lise Lambert, L.L.L., vice présidente
Mme Anita Côté-Verhaaf, M.Sc.(Écon.)
M. André Dumais, B.Sc.A
Régisseurs

Hydro-Québec
Demanderesse

et

**Liste des intéressés dont les noms apparaissent à la page
suivante**
Intéressés

*Décision concernant les demandes d'intervention relatives à
la demande d'Hydro-Québec d'introduire un nouveau
programme de « Puissance interruptible II ».*

LISTE DES INTÉRESSÉS :

- Action Réseau consommateur et Fédération des Associations Coopératives d'Économie Familiale (ARC/FACEF);
- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Association des industries forestières du Québec (AQCIE/AIFQ);
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ);
- Option Consommateurs (OC);
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM);
- Stratégies énergétiques (SÉ).

INTRODUCTION

Le 24 novembre 2000, Hydro-Québec introduit devant la Régie de l'énergie (la Régie) une demande d'approbation de nouvelles dispositions tarifaires applicables au programme de puissance interruptible II.

Le 29 novembre 2000, la Régie rend la décision procédurale D-2000-217 par laquelle elle ordonne, entre autres, la publication par Hydro-Québec d'un avis relatif à sa demande et le dépôt, par les intéressés, de leurs demandes d'intervention au plus tard le mercredi 13 décembre 2000, à 16 h 30.

En date du 13 décembre 2000, la Régie reçoit des demandes d'intervention de la part de Action Réseau Consommateurs et de la Fédération des Associations Coopératives d'Économie Familiale du Québec (ARC/FACEF), de l'Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et de l'Association des industries forestières du Québec (AQCIE/AIFQ), d'Option consommateurs (OC), du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), de la Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM) et de Stratégies Énergétiques (SÉ).

Le 15 décembre 2000, la Régie reçoit également une demande d'intervention de la part du Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ).

Suite à la lettre de la Régie en date du 15 décembre 2000, Hydro-Québec avait jusqu'au 19 décembre 2000 pour faire parvenir ses commentaires concernant les demandes d'intervention. En date de la présente décision, le distributeur n'a soumis aucun commentaire concernant lesdites demandes d'intervention.

Le but de la présente décision consiste à octroyer le statut d'intervenant, à fixer les balises pour la production des budgets prévisionnels, de même qu'à établir les étapes de l'échéancier afin d'entendre les parties en audience publique.

DEMANDES D'INTERVENTION

La Régie reçoit sept demandes d'intervention :

- Action Réseau Consommateurs et Fédération des Associations Coopératives d'Économies Familiales du Québec (ARC/FACEF) allègue que la demande du distributeur soulève de nombreux questionnements et enjeux pour les consommateurs et exprime son intention d'explorer plus avant les affirmations d'Hydro-Québec à l'effet que sa demande n'entraîne aucun impact tarifaire;

- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Association des industries forestières du Québec (AQCIE/AIFQ) appuie l'introduction du programme puissance interruptible II de même que les amendements proposés par le distributeur quant à la procédure de sélection des clients;
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ) entend aborder, entre autres, la pertinence stratégique et économique de permettre l'extension, pour une période indéterminée, de nouvelles dispositions relatives au programme précité et la question de l'intégration de tels programmes à l'intérieur du seuil patrimonial de 165 TWh et celle des mesures mises en place par le distributeur afin de faire en sorte que les clients répondant à d'autres catégories tarifaires n'interfinancent aucunement les programmes de puissance interruptible;
- Option consommateurs (OC) est d'avis que la mise en place du programme de puissance interruptible doit être soigneusement évalué pour s'assurer d'atteindre les bénéfices escomptés. Selon l'intervenant, la puissance interruptible doit être soumise à des règles claires, notamment en ce qui concerne la priorité devant être accordée à la clientèle réglementée par rapport aux activités d'exportation d'Hydro-Québec;
- Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) s'intéresse à la nécessité des interruptions aux fins de répondre à la demande de pointe de l'hiver, sur leur effet relativement à la consommation d'énergie fossile dans les entreprises interrompues. Il s'interroge également sur la nécessité de permettre au producteur Hydro-Québec d'accroître sa flexibilité, d'optimiser ses activités commerciales de même que ses revenus de distribution;
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM) est intéressée à suivre l'évolution des principes réglementaires et tarifaires afin d'être en mesure de considérer adéquatement l'incidence que ceux-ci pourraient avoir, le cas échéant, sur la réglementation du gaz naturel;
- Stratégies énergétiques (SÉ) entend aborder la question de la suffisance du programme proposé compte tenu des besoins de l'ensemble du réseau, les modalités du programme proposé et l'usage de cet outil de gestion, même en période autre que celle de la fine pointe, comme les modalités nouvelles du programme le laissent entrevoir.

OPINION DE LA RÉGIE

STATUT D'INTERVENANT

La reconnaissance du statut d'intervenant est régie par l'article 8 du *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*¹ (le Règlement), en vertu duquel toute demande d'intervention doit être appréciée en fonction des éléments suivants : la nature de l'intérêt, la représentativité, les motifs de l'intervention ainsi que les conclusions recherchées.

La Régie considère que les demandes d'intervention des intéressés ci-haut mentionnés rencontrent les critères définis à l'article 8 du Règlement et leur accorde le statut d'intervenant.

Par ailleurs, comme la Régie constate une certaine duplication dans les préoccupations exprimées, elle s'attend à ce que les intervenants évitent le dédoublement de leurs preuves respectives en favorisant la complémentarité de leurs représentations. La Régie encourage aussi le regroupement des intervenants qui ont des préoccupations identiques; elle prendra en considération cette exigence lors de l'adjudication finale des frais, en évaluant l'utilité et la pertinence de l'apport que chacun des intervenants apportera à ce dossier.

BUDGETS PRÉVISIONNELS

Conformément à l'article 7 du Guide de paiement des frais des intervenants² (le Guide), un budget prévisionnel doit être déposé par les intervenants. Afin d'assister ceux-ci dans la préparation de leur budget prévisionnel, la Régie les informe qu'elle considère qu'une période maximale de deux jours d'audience devrait être suffisante pour couvrir tous les éléments du présent dossier.

La Régie constate que trois intervenants, soit ARC/FACEF, CERQ et SÉ, ont soumis un budget prévisionnel lors de leur demande d'intervention. Prenant en considération l'établissement ci-après des bornes maximales quant à la préparation des budgets prévisionnels, la Régie permet à ces intervenants de soumettre, le cas échéant, un budget révisé.

La Régie fixe pour le présent dossier les bornes maximales suivantes, sujettes à l'évaluation finale qu'elle en fera à l'issue de l'audience³ :

- un nombre maximal pour les services d'avocats/procureurs de 6 jours/personne sur la base de huit heures par jour;

¹ Règlement sur la procédure de la Régie, (1998) 7 G.O.II, 1244 et s.

² Décision D-99-124, rendue le 22 juillet 1999.

³ Décision D-99-124 pages 6 et 7. Voir les critères prévus par la Régie à cet égard.

- un nombre maximal pour les services d'experts reconnus à ce titre par la Régie et/ou d'analystes n'excédant pas 10 jours/personne sur la base de huit heures par jour;
- un budget maximal pour les autres dépenses équivalant à 5 % de l'enveloppe d'honoraires soumis. Pour les groupes de personnes réunis, le maximum est établi à 6 %;
- les taxes applicables selon le statut fiscal de l'intervenant;
- le cas échéant, le nombre d'heures prévu pour les services d'un coordonnateur, payé aux groupes de personnes réunis, devra être établi par l'intervenant;
- dans tous les cas, les taux horaires et journaliers maximaux sont calculés en application de la décision D-99-124 et ses annexes.

La Régie rappelle aux intervenants que les bornes maximales sont sujettes à son appréciation finale relativement à la pertinence et à l'utilité de la participation de l'intervenant. Si la Régie devait tenir des journées d'audience en plus ou en moins, ces paramètres pourront être ajustés, le cas échéant.

Conformément à l'article 30 du Règlement et à la décision D-99-124, la Régie peut accorder des frais préalables à des groupes de personnes réunis pour participer aux audiences publiques. Seul ARC/FACEF a soumis une demande de paiement de frais préalables de l'ordre de 2 000 \$.

La Régie informe les intervenants que, compte tenu des courts délais de traitement du dossier, la Régie n'accordera le paiement d'aucun frais préalables.

La Régie demande aux intervenants de lui faire parvenir leur budget prévisionnel, respectant les paramètres établis dans la présente décision et dans la décision D-99-124, avant le 8 janvier 2001 à 16h30.

ÉCHÉANCIER

Tel que mentionné dans sa lettre du 15 décembre 2000, la Régie entend traiter avec diligence la demande du distributeur. Pour ce faire, la Régie fixe l'échéancier suivant :

- **10 janvier 2001, 12h00** – date limite pour la transmission des demandes de renseignements à Hydro-Québec;
- **17 janvier 2001, 12h00** – date limite pour le dépôt des réponses du distributeur aux demandes de renseignements;
- **2 février 2001, 12h00** – date limite pour le dépôt de la preuve des intervenants;

- **9 février 2001, 12h00** – date limite pour la transmission des demandes de renseignements aux intervenants;
- **16 février 2001, 12h00** – date limite pour le dépôt des réponses des intervenants;
- **21 et 22 février 2001**, s'il y a lieu, - dates prévues pour l'audience publique devant être tenue au siège social de la Régie.

VU ce qui précède;

CONSIDÉRANT la *Loi sur la Régie de l'énergie*⁴, notamment les articles 25, 48, 52.1 et 49 (1)(7);

CONSIDÉRANT le *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*⁵, notamment les articles 7 à 11, 25 à 30 et 34;

La Régie de l'énergie :

ACCORDE un statut d'intervenant aux sept intéressés suivants :

- Action Réseau Consommateurs et Fédération des Associations Coopératives d'Économies Familiales du Québec (ARC/FACEF);
- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Association des industries forestières du Québec (AQCIE/AIFQ);
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ);
- Option consommateurs (OC);
- Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM);
- Stratégies énergétiques (SÉ);

REFUSE le paiement de frais préalables demandé par ARC/FACEF;

FIXE l'échéancier tel que présenté dans la présente décision;

DEMANDE aux intervenants de lui faire parvenir leur budget prévisionnel respectant les paramètres établis, au plus tard le 8 janvier 2001, à 16h30.

⁴ L.R.Q., c. R-6.01.

⁵ R.R.Q., 1981, c. R-6.01, r. 0.2.

RAPPELLE aux participants les instructions suivantes :

- transmettre leur documentation écrite en dix copies au Secrétariat de la Régie;
- toute documentation, incluant les demandes de renseignements et les réponses à celles-ci, doit également être transmise par courrier électronique ou sur disquette format MS Word, version 6 ou supérieure, ou format WordPerfect, version 6 ou supérieure;
- toute donnée chiffrée doit être en format Excel.

Lise Lambert
Vice-présidente

Anita Côté-Verhaaf
Régisseure

André Dumais
Régisseur

LISTE DES REPRÉSENTANTS :

- Action Réseau Consommateurs et Fédération des Associations Coopératives d'Économie Familiale du Québec (ARC/FACEF) représentée par M^e Hélène Sicard;
- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Association des industries forestières du Québec (AQCIE/AIFQ) représenté par M^e Guy Sarault;
- Centre d'études réglementaires du Québec (CERQ) représenté par M^e Claude Tardif;
- Option consommateurs (OC) représentée par M^e Éric Fraser;
- Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) représenté par M^e Pierre Tourigny;
- Société en commandite Gaz Métropolitain (SCGM) représentée par M^e Jocelyn B. Allard;
- Stratégies énergétiques (SÉ) représenté par M^e Dominique Neuman;
- La Régie est assistée par M^e Pierre R. Fortin.